

IFRASS - ECHO DE LA SEMAINE INTERNATIONALE

3 – 7 octobre 2016



La semaine internationale 2016 : « *Précarité des jeunes en Europe - travail social auprès des jeunes NEET (Not in Employment, Education or Training)* », se termine dans une ambiance plutôt récréative et conviviale ce vendredi 7 octobre après-midi. Se sont retrouvés autour des victuailles, jeux, danses et musiques du monde, des formateurs et étudiants des filières ES, EJE et quelques ME de l'IFRASS, mais aussi des ASS de l'ERASS : près de 120 participants pour ce temps de clôture - un peu moins qu'en semaine, les étudiants et formateurs de La Rouatière étant déjà repartis.

La matinée a été réservée à des *temps de reprise thématique* en petits groupes, instances de bilan où les étudiants ont eu toute latitude de réagir par rapport aux contenus de la semaine, et de présenter des pistes prolongeant les réflexions amorcées en plénières ou en ateliers. Et ils ont plutôt joué le jeu !



La *sensibilisation à l'international*, notamment l'information sur les mobilités, à travers les présentations du bilan Ifrass-International et des dispositifs d'aide (par F. Bacqua de la Région Occitanie), et les retours d'expériences de leurs homologues, a fait l'objet d'une grande attention chez nos étudiants, même ceux qui n'envisageraient pas d'emblée de partir en stage ou étude à l'étranger. C'est dire combien la semaine est génératrice d'une dynamique d'ouverture à l'International dont le caractère formatif est de plus en plus marqué. Les présentations étudiantes ont moins fait cette année dans l'anecdotique et l'exotisme pour se recentrer autour du projet de formation, sans toutefois se départir de l'expérimentation humaine et de la curiosité qu'impose le séjour à l'étranger. Du coup, les questions de l'auditoire ont souvent porté sur l'évolution du projet de départ et les conditions de sa réalisation, les compétences ou qualités acquises ou développées, les professionnalités observées sur le terrain, etc.

L'engagement et le professionnalisme de nos partenaires belges (M-C Dieu, HEH de Mons, M. Wagener, ISFSC de Bruxelles, et Y. Ferdin, AMO La Rencontre), lettonne (S. Stade, Village d'Enfants de Grasi), hongroise (A. Buda, Service Social Luthérien de Budapest) et sénégalaise (Y. Gassama-Diop, ENTSS de Dakar) ont été d'un niveau et d'une qualité exemplaires, tels que des étudiants auraient souhaité plus d'ateliers - un paradoxe, car les années passées on a entendu parfois la remarque inverse !





Les apports des partenaires, en ateliers ou en plénières, ont permis aux étudiants d'avoir non seulement des informations sur les lieux de stage et leur environnement social et politique à l'étranger, mais aussi de s'ouvrir à un regard comparatif des pays représentés autour des dispositifs d'accompagnement des jeunes, notamment ceux qui ne sont « ni en Emploi ni en Formation ».

Quelques atypismes méritent d'être relevés. Il s'agit d'abord du temps d'atelier animé par Françoise Constantin, formatrice bien de chez nous car de l'ETES de Marvejols, sur le travail social au Burkina Faso – où elle a mis en place un dispositif d'échanges étudiants. Elle a parlé des pratiques éducatives des structures accueillant du public jeune ainsi que du positionnement du stagiaire arrivant de France.



Une rencontre inédite que celle de Mme Annamaria Buda. Elle a évoqué le travail social dans son pays la Hongrie, à travers le rôle prépondérant des institutions religieuses et leur résistance, contenue mais déterminée, face à la politique gouvernementale de l'immigration. Naturellement, cela a donné lieu à quelques interrogations de la part des étudiants auxquelles notre hôte a su répondre en situant bien le contexte socio-historique singulier de ce pays – jadis membre du bloc est-européen.

On a assisté à des réactions presque semblables à la présentation du système de protection de l'enfance letton par Sandra Stade, principalement lorsqu'elle évoque l'alcoolisme des parents comme la première cause de placement, ou encore le pouvoir décisionnaire des services sociaux en la matière. Les échanges avec l'intervenante ont permis aux étudiants de prendre la mesure d'une part des écarts pouvant exister entre les pays, au sein même de l'UE, et de l'autre de la qualité du travail effectué au sein du Village d'Enfants de Grasi – que nous connaissons depuis plusieurs années par le biais des stages étudiants.



Nous noterons aussi le relief pris par la question de *l'Europe sociale* lors de ces reprises thématiques. Pour certains étudiants, il s'agit là d'un idéal qui peine à se traduire en actes par manque de volonté politique. Et de pointer du doigt l'économie de l'intéressement comme captant les faveurs des politiques aujourd'hui, au détriment des attentes des peuples... D'autres constatent cependant des engagements sociaux réels dans l'action européenne. Point de vue soutenu par Y. Ferdin tout en

déplorant combien l'idée même de l'Etat-Social est devenue une chose honteuse. La perspective d'une Union sociale en Europe n'a de cesse de s'éloigner.

Y. Ferdin, M.-C. Dieu et M. Wagener, mais aussi O. Bernet (de l'IFRASS), ont porté et développé auprès des étudiants le thème directeur de la semaine : *les jeunes « ni en emploi ni en formation »*, en plénières dans son questionnaire général (concept, historique, public et ses caractéristiques, problèmes et dispositifs de prise en charge au niveau européen, mais aussi en France et Belgique) et en ateliers dans ses aspects plus spécifiques (expériences, pratiques et postures en travail social).



Dans les instances de reprise, les étudiants ont tenu à relever que *le terme NEET* tenait plutôt du dispositif d'action de l'Union Européenne. Il est porteur d'une vision politico-administrative. En aucun cas, il ne renverrait à une catégorisation socialement pertinente tant la réalité du public ainsi visée dépasse la situation de l'emploi et de la formation. Du coup, la terminologie paraît à la fois réductrice et trop englobante, elle ramène à une seule catégorie (les jeunes NEET) des franges diverses de la population juvénile en Europe. Par exemple, ont insisté M. Wagener et M.-C. Dieu, quels seraient les points communs entre des jeunes sans emploi peu scolarisés et ceux titulaires d'un bac +4 ou +5, ou entre ceux qui sont en attente d'une solution institutionnelle en adéquation avec leurs acquis, et ceux qui aspirent à un mode de vie alternatif au-delà des cadres sociétaux actuels ? Du coup les dispositifs proposés pour les NEET seraient davantage vécus comme une assignation par ces derniers qu'une réponse adaptée à leurs problèmes, comme l'a indiqué O. Bernet.



Le même type de questionnement se pose pour le dispositif d'accompagnement de jeunes mères, par exemple à la Maison des femmes d'Albi. Monique Calvet, la responsable, notait justement *l'importance d'une approche différenciée*, tout au moins personnalisée face aux jeunes. Mais, est-ce pour autant que le travailleur social en aurait suffisamment les ressources ? En d'autres termes, les conditions pour un engagement sont-elles toujours réunies pour une intervention individualisée ? En tout cas, pour nos intervenants belges, forts de leur propre pratique, le travailleur social devrait pouvoir en toute intelligence, sans se mettre hors-la-loi, repousser voire contourner les limitations inhérentes aux cadres politiques. Pour cela, le droit commun offre des espaces d'action, comme à tout citoyen du reste. C'est ainsi que la question des jeunes, NEET ou non-NEET, renvoie avant tout à leur propre engagement, entendu comme exercice de droits et de devoirs. C'est ainsi que se dessine un angle d'intervention pour le travailleur social qui - de principe - ne saurait réduire un jeune à sa relation à l'emploi ou à la formation, car il œuvre plutôt à l'inscrire dans une dynamique favorisant sa constitution en être autonome.

Y. Gassama-Diop, quant à elle, tout en soutenant cette vision de travail social ajusté au public, note le contraste avec la problématique dans son pays le Sénégal. La catégorie NEET, avec toutes les réserves émises déjà, ne s'appliquerait qu'aux garçons. En effet, c'est sur eux seuls que s'exerce culturellement la pression socio-économique, les filles étant vouées aux charges domestiques en leurs propres foyers ou à l'ombre des tiers. Ainsi l'approche personnalisée en travail social trouverait vite ses limites dans les clivages sociaux traditionnels de sexe. A l'évidence donc, pour l'agent social, cela appellerait d'autres formes d'engagement basées sur la promotion des droits humains mais aussi politiques, à l'échelle communautaire et nationale.



A l'issue de cette semaine, nos étudiants entrevoient les ressorts de leur futur métier, lequel ne saurait être ramené à une prescription politico-administrative ou à une pratique micro-institutionnelle. Il conviendrait plutôt d'en trouver la valeur et la quintessence dans *l'engagement respectueux et responsable pour autrui*. Ainsi s'ouvriraient des portes pour une activité sur l'ici et l'ailleurs, à travers l'incontournable paradigme du local-global, déjà au cœur des franges juvéniles de nos populations !

Alors, à la prochaine édition de la semaine internationale, en octobre 2017 !

En attendant, il y a *la rencontre de Dakar*, à laquelle plusieurs de nos invités souhaiteraient participer : Martin Wagener, Yves Ferdin, Marie-Claire Dieu, Annamaria Buda... ainsi que certains de nos partenaires locaux.

SEMINAIRE DE DAKAR DU 14 au 16 MARS 2017 A L'ENTSS

Thème :

« Des évolutions familiales et du devenir-sujet dans l'action socio-éducative »

